



HAL
open science

Le déclasséement stratégique français et européen en Asie-Pacifique

Antoine Bondaz

► **To cite this version:**

Antoine Bondaz. Le déclasséement stratégique français et européen en Asie-Pacifique. Marie-Dominique Charlier. Regards des doctorants IHEDN sur le Livre blanc défense et sécurité nationale, Institut des hautes études de défense nationale, pp.111 - 123, 2014. hal-03460605

HAL Id: hal-03460605

<https://sciencespo.hal.science/hal-03460605>

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le déclassement stratégique français et européen en Asie-Pacifique

Antoine BONDAZ

Politiste, Sciences Po Paris

*“The Mediterranean is the ocean of the past,
the Atlantic is the ocean of the present,
and the Pacific is the ocean of the future”*

John Hay, secrétaire d'État des États-Unis (1898-1905)

Dans la lignée du précédent *Livre blanc* de 2008, le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2013 reconnaît l'importance croissante du continent asiatique, et en particulier de l'Asie-Pacifique. Principal foyer de croissance du monde, c'est aussi l'une des régions où les risques de tensions et de conflits sont les plus élevés, notamment du fait d'une course aux armements, reflet des antagonismes qui divisent ce continent. La France fait face en Asie-Pacifique à des menaces de violences, en raison du caractère ambigu du développement de la puissance militaire de certains États, mais aussi à des risques qui pèsent sur sa propre sécurité du fait de l'incapacité de certains États à exercer leurs responsabilités. C'est en soulignant ce risque d'instabilité que le *Livre blanc* reconnaît que la prospérité de la France « est désormais inséparable de celle de l'Asie-Pacifique »⁽²⁸⁰⁾. Alors que les États-Unis réduisent leurs dépenses militaires et que « le rééquilibrage en cours du dispositif militaire américain vers l'Asie-Pacifique devrait être poursuivi »⁽²⁸¹⁾, le *Livre blanc* rappelle que notre stratégie de défense et de sécurité nationale ne se conçoit pas en dehors du cadre de l'Alliance atlantique et de notre engagement dans l'Union européenne. Cependant, si le rôle de stabilisateur régional des États-Unis est reconnu, aucune stratégie nationale propre à l'Asie-Pacifique n'est mentionnée dans le *Livre blanc*.

Le monde occidental, et principalement l'Europe, est, pour la première fois depuis le XV^e siècle, dans une phase de déclin relatif accéléré⁽²⁸²⁾. Sa domination sur l'histoire mondiale touche à sa fin⁽²⁸³⁾. Les « nouvelles évolutions stratégiques » mentionnées dans la préface du *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* par le président de la République semblent largement sous-estimées. Nous assistons non pas à un simple « rééquilibrage des économies [émergentes] », mais à un basculement bien plus large du centre de gravité mondial. La crise financière et économique initiée en 2007 n'est qu'un accélérateur de cette tendance de fond. La France doit s'adapter à cette nouvelle configuration internationale, réévaluer sa stratégie en Asie-Pacifique, et ne pas se laisser cantonner à un rôle d'influence dans les seules régions périphériques de l'Europe.

La nécessité d'une recherche stratégique française indépendante sur l'Asie-Pacifique

La recherche stratégique sur l'Asie-Pacifique est largement insuffisante en France à l'inverse de la recherche stratégique sur le Moyen-Orient et l'Afrique. Le *Livre blanc* reconnaît d'ailleurs qu'en général, « la recherche stratégique [en France] continue de souffrir d'une masse critique insuffisante »⁽²⁸⁴⁾.

La notion même d'Asie-Pacifique, utilisée à quatre reprises dans le *Livre blanc*, est mal appréhendée. Il n'y a d'ailleurs aucune définition claire de ce que le concept représente dans le *Livre blanc* et les termes Asie-Pacifique, Asie ou Asie orientale sont utilisés sans explication. Largement en usage aux États-Unis puis repris récemment par les pays européens, le terme d'Asie-Pacifique vise avant tout à légitimer la présence et l'influence amé-

⁽²⁸⁰⁾ *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (LBDSN)*, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2013, 159 pages (édition numérique réalisée par le ministère de la Défense le 29 avril 2013), p. 36.

⁽²⁸¹⁾ *Ibid.*, pp. 29-30.

⁽²⁸²⁾ Zakaria Fareed, *The Post American World and the Rise of the Rest*, 2008, Penguin Books, London, 292 pages, pp. 1-2.

⁽²⁸³⁾ Mahbubani Kishore, *The New Asian Hemisphere, the Irresistible Shift of Global Power to the East*, Public Affairs, New York, 2008, 314 pages, pp. 9-125.

⁽²⁸⁴⁾ LBDSN, p. 74.

ricaine dans cette région⁽²⁸⁵⁾. Cependant, cette région ne représente géographiquement non pas l'Asie et l'océan Pacifique, mais bel et bien l'Asie de l'Est, c'est-à-dire la façade Pacifique du continent asiatique. La possession de territoires dans le Pacifique Sud ne suffit pas à la France, acteur du Pacifique, pour être un acteur incontournable de l'Asie-Pacifique. Le concept vague de "zone Indo-Pacifique", promue tout d'abord par le Japon (à travers son "arc des démocraties") et désormais par les Nations occidentales, ne demeure qu'à l'état de concept et suscite les inquiétudes de certains pays de la région, en premier desquels la Chine. La France, si elle veut jouer un rôle stratégique en Asie-Pacifique doit justifier son appartenance à la région, principalement en se présentant comme puissance globale, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

Il convient également d'accroître la masse critique de la recherche stratégique française sur l'Asie-Pacifique tout en ayant bien conscience des limites françaises en terme de capacités et d'influence dans la région. Cette recherche indépendante est indispensable afin de pouvoir peser non seulement dans la production d'idées en Europe et dans le monde, mais aussi afin d'aider la prise de décision politique en maximisant l'intérêt national français. Favoriser la recherche stratégique ne signifie pas uniquement augmenter les budgets de la recherche dans une ère de "contrainte budgétaire", mais aussi réorganiser les administrations, éviter les doublons, assurer une meilleure coordination entre services et renforcer le Renseignement d'origine humaine (Rohum) dans la collecte de renseignements.

Comme rappelé par le président de la République, citant Clémenceau, lors de son allocution à l'IHEDN, le 24 mai 2013, « il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire. Quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire ». La France doit non seulement favoriser la recherche stratégique, mais également assurer une meilleure coordination entre celle-ci et la prise de décision politique. Cela contribuera à développer une pensée stratégique propre et une stratégie cohé-

⁽²⁸⁵⁾ Rodham Clinton Hillary, Secretary of State, *Inaugural Richard C. Holbrooke Lecture on a Broad Vision of U.S.-China Relations in the 21st Century*, Washington D.C., January 14, 2011 ; Campbell Kurt M., Asia, Assistant Secretary, Bureau of East Asian and Pacific Affairs, *Principles of US Engagement in the Asia-Pacific*, Before the Subcommittee on East Asian and Pacific Affairs Senate Foreign Relations Committee, Washington, DC, January 21, 2010.

rente pour la région Asie-Pacifique. Pour cela, il faut avant tout avoir une prise de conscience des réalités de l'Asie-Pacifique, de ses dynamiques et du déclassement stratégique à l'œuvre, pour la France, dans cette région. Parmi ces réalités, on citera le basculement du centre de gravité mondial vers l'Asie-Pacifique, le rôle central de la Chine dans la nouvelle équation régionale, nos intérêts parfois divergents avec les États-Unis et notre possible influence dans la péninsule coréenne, aujourd'hui dans une impasse stratégique quant à sa dénucléarisation.

Un basculement du centre de gravité mondial vers l'Asie-Pacifique

Au niveau étatique, et contrairement aux aspirations françaises, le monde n'est pas multipolaire⁽²⁸⁶⁾. Le « moment unipolaire » se poursuit⁽²⁸⁷⁾ et les États-Unis demeureront pour quelques décennies la seule superpuissance. Comme l'a rappelé le président Obama lors de son discours sur l'état de l'Union en janvier 2011, « aucune superpuissance ne rivalise avec nous ». Si une bipolarité se profile à un horizon de moyen terme entre les États-Unis et la Chine, elle sera économique dans un premier temps⁽²⁸⁸⁾, et non militaire, Washington conservant une importante avance sur Pékin, en termes capacitaire et technologique. L'Inde, la Russie et le Japon, des grandes puissances, ne peuvent rivaliser avec le couple sino-américain. L'Union européenne (UE), puissance institutionnelle, doit faire face à ses dissensions internes et au redressement de ses finances publiques ce qui limite ses capacités de projection.

Par ailleurs, utiliser le terme en vogue "d'émergents" et réunir ces pays sous la même bannière ne reflète pas la structure du système international contemporain. Il existe aujourd'hui une hétérogénéité extrême parmi les pays "émergents", et notamment les Brics, dont la structure économique, l'histoire ou les intérêts divergent fortement, et bien plus que ceux des pays

⁽²⁸⁶⁾ National Intelligence Council, *Global Trend 2025, a Transformed World*, Washington D.C., November 2008.

⁽²⁸⁷⁾ Krauthammer Charles, "The Unipolar Moment", *Foreign Affairs*, Vol. 70, n°1, 1990/1991, pp. 23-33.

⁽²⁸⁸⁾ Selon les prévisions du FMI, la Chine pourrait devenir la première puissance économique, en termes de PIB parité pouvoir d'achat, au cours de l'année 2017. IMF, *World Economic Outlook*, Washington D.C., April 2013.

du G7. Ceux-ci ne parviennent pas à définir une position commune⁽²⁸⁹⁾ si ce n'est pour un appel à une réforme du système financier international. Le monde ne se divise et ne se divisera ainsi pas en deux blocs, développés contre émergents.

Au niveau des entités régionales, un système constitué de trois grands pôles économiques perdure, à savoir l'Amérique du Nord, l'Union européenne et l'Asie du Nord-Est. Cependant, le pôle Nord-Est asiatique⁽²⁹⁰⁾ devance désormais les deux autres, suivant en cela une tendance de fond. Le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace désormais rapidement de l'Atlantique vers le Pacifique⁽²⁹¹⁾, conséquence directe de l'essor économique chinois. Alors qu'en 2007 l'Amérique du Nord représentait 25 % du PIB mondial (PPA) contre environ 21 % respectivement pour l'Union européenne et l'Asie du Nord-est, cette dernière région est devenue le premier pôle économique mondial en 2011⁽²⁹²⁾. Selon les prévisions du FMI, l'Asie du Nord-est devrait représenter 27 % du PIB mondial (PPA) en 2018, contre 22 % pour l'Amérique du Nord et un maigre 17 % pour l'UE⁽²⁹³⁾.

Comme rappelé par le *Livre blanc*, les dépenses militaires combinées des quatre grandes puissances asiatiques (Chine, Japon, Inde et Corée du Sud), tirées principalement par la croissance du budget de la défense chinoise, dépassent désormais celles des dépenses agrégées des États membres de

⁽²⁸⁹⁾ Leur position vis-à-vis de la crise syrienne est un exemple frappant. En octobre 2011, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud s'abstenaient de voter un projet de résolution alors que la Chine et la Russie votaient contre, utilisant leur veto. En février 2012, l'Inde et l'Afrique du Sud votaient en faveur d'un projet de résolution alors que la Chine et la Russie s'y opposaient. Enfin, en juillet 2012, l'Inde a voté en faveur du projet de résolution alors que l'Afrique du Sud s'abstenait, Chine et Russie maintenant leur veto. Bondaz Antoine, *Perspectives diplomatiques chinoises sur les Brics*, section thématique 48 : "Les diplomaties des pays émergents", congrès de l'Association française de sciences politiques (AFSP), Paris, juillet 2013.

⁽²⁹⁰⁾ Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Hong-Kong, Japon et Taiwan.

⁽²⁹¹⁾ L'historien français Fernand Braudel avait montré dans son principal ouvrage, l'évolution du centre de gravité de l'économie européenne jusqu'au XVIII^e siècle, de Venise à Londres, étant passé successivement à Gênes, Anvers et Amsterdam. Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 3 volumes, 1979.

⁽²⁹²⁾ IMF, *World Economic Outlook*, Washington D.C., April 2013.

⁽²⁹³⁾ IMF, *World Economic Outlook*, Washington D.C., April 2013.

l'Union européenne. Si « la crise financière oblige de nombreux États à ajuster leur posture de défense et de sécurité »⁽²⁹⁴⁾, cette remarque concerne les États occidentaux et non les États asiatiques⁽²⁹⁵⁾. De plus, si « la France n'est plus confrontée aujourd'hui à une menace militaire conventionnelle directe et explicite contre son territoire »⁽²⁹⁶⁾, ce n'est pas la perception des États d'Asie de l'Est, qui poursuivent en conséquence un effort de modernisation et une expansion militaire à des degrés divers.

L'incertitude stratégique demeure dans la région, tout comme une instabilité allant au-delà de simples « points de crispation »⁽²⁹⁷⁾. En Asie-Pacifique, la « logique pluriséculaire des rapports de force »⁽²⁹⁸⁾ continue. Des litiges territoriaux non résolus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale demeurent et impliquent presque tous les pays de la région. Ceux-ci concernent même des États démocratiques entre eux, comme la Corée du Sud et le Japon à propos des îles Dokdo/Takeshima. Le sentiment nationaliste est une réalité et se nourrit de traumatismes historiques exploités politiquement⁽²⁹⁹⁾. Le problème de la prolifération nucléaire demeure et représente un enjeu sécuritaire mondial.

L'Asie-Pacifique, « épice de la confrontation stratégique mondiale »⁽³⁰⁰⁾, remplace en cela l'Europe. Le risque serait aujourd'hui que la région suive le modèle européen de la fin du XIX^e siècle, et conjugue le fait d'être le centre de gravité du monde et une région riche économiquement, mais avec d'importants problèmes de sécurité tant traditionnels que non traditionnels.

⁽²⁹⁴⁾ LBDSN, Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2013, 159 pages (édition numérique réalisée par le ministère de la Défense le 29 avril 2013), p. 9.

⁽²⁹⁵⁾ Selon les données fournies par le rapport annuel du Sipri, les dépenses militaires en Asie de l'Est ont augmenté de 25 % entre 2008 et 2012. Seuls les budgets militaires de Brunei et de la Malaisie auraient diminué. Le budget chinois aurait augmenté de 48 %, celui de Corée du Sud de 10 %, celui du Vietnam de 44 % ou celui de l'Indonésie de 70 %. En comparaison, le budget américain aurait augmenté de 3 % alors que le budget français se serait contracté de 4 % et le budget britannique de 5 %. Stockholm International Peace Research Institute, *Sipri Military Expenditure Database*, Stockholm, 2013.

⁽²⁹⁶⁾ LBDSN, p. 13.

⁽²⁹⁷⁾ LBDSN, p. 34.

⁽²⁹⁸⁾ LBDSN, p. 33.

⁽²⁹⁹⁾ Lehman Jean-Pierre, "Nationalism Rises in Northeast Asia", *Yale Center for the Study of Globalization*, January 2013.

⁽³⁰⁰⁾ LBDSN, p. 13.

La nécessité pour la France de se tourner vers l'Asie-Pacifique

L'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton estimait à juste titre que « la plupart de l'histoire du XXI^e siècle sera écrite en Asie »⁽³⁰¹⁾. C'est justement pour cette raison que « l'importance stratégique de l'Asie et du Pacifique pour les États-Unis ne cesse de s'accroître »⁽³⁰²⁾. Cette prise de conscience américaine s'accompagne d'un désengagement, avant tout conjoncturel, des théâtres sur lesquels ils s'étaient impliqués ces dernières années (Irak et Afghanistan). Cela signifie ni que les Américains n'abandonnent ces régions ni que les Européens ne devraient se cantonner à remplacer les États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique, à défaut de s'investir en Asie-Pacifique.

La France entend conserver sa « capacité d'initiatives et d'entraînement »⁽³⁰³⁾, mais celle-ci est aujourd'hui limitée en Asie-Pacifique. Or, le problème est qu'aujourd'hui la France, bien que souhaitant « assumer pleinement ses responsabilités de puissance politique et maritime présente dans la région »⁽³⁰⁴⁾, n'est pas considérée par ses interlocuteurs comme un acteur de premier plan au niveau stratégique en Asie-Pacifique, faute d'une stratégie clairement définie et coordonnée avec ses partenaires européens.

La Chine, acteur incontournable de l'Asie-Pacifique

La Chine est indéniablement le nouvel acteur majeur des relations internationales dans la région. Son image est cependant dégradée aux États-Unis et en Europe, notamment en raison de ses différends territoriaux dans ses mers périphériques⁽³⁰⁵⁾, de certaines de ses prises de position sur la scène internationale (notamment le triple veto chinois au Conseil de sécurité des Nations unies [CSONU] sur les résolutions portant sur la Syrie) ou des craintes du cyberespionnage chinois. Cependant, ces perceptions négatives vis-à-vis de la seconde puissance économique mondiale semblent exagérées.

⁽³⁰¹⁾ Rodham Clinton Hillary, *America's Engagement in the Asia-Pacific*, Kahala Hotel, Honolulu, Hawaii, October 28, 2010.

⁽³⁰²⁾ *LBDSN*, p. 29.

⁽³⁰³⁾ *LBDSN*, p. 11.

⁽³⁰⁴⁾ *LBDSN*, p. 59.

⁽³⁰⁵⁾ Bondaz Antoine, "China needs new strategies to secure its maritime borders", *China Analysis*, European Council on Foreign Relations, February 2013.

La Chine est un compétiteur évident, mais n'est pas pour autant une reproduction du modèle soviétique. La Chine n'est pas en opposition militaire frontale avec l'Otan, n'a d'alliance militaire qu'avec la Corée du Nord⁽³⁰⁶⁾ et n'a aucune troupe militaire stationnée en dehors du pays, si ce n'est à travers les Casques bleus de l'ONU. Contrairement à l'URSS, la Chine n'est pas une menace pour la sécurité du continent européen. Ayant pris conscience des problèmes structurels de l'URSS, une « puissance pauvre »⁽³⁰⁷⁾, la Chine entend avant tout développer son système économique et éviter une confrontation directe avec les États-Unis⁽³⁰⁸⁾. Tout en s'insérant dans une compétition classique sur la scène internationale, le pays a en effet besoin d'un environnement stable qui puisse permettre son développement économique.

La France et l'Union européenne doivent donc éviter une logique de confrontation avec la Chine. Paris et Bruxelles doivent adopter une stratégie de coopération avec Pékin tout en l'insérant dans une logique de compétition structurelle. Cela ne signifie en rien le reniement de nos intérêts ou une confiance aveugle envers ce pays. La Chine, ayant bien conscience du fonctionnement institutionnel de l'Union européenne, est d'ailleurs amenée à jouer des différends entre États membres afin d'empêcher une plus grande coordination politique à Bruxelles⁽³⁰⁹⁾. Pékin reproduit cette stratégie notamment avec ses voisins Sud-Est asiatiques de l'Asean⁽³¹⁰⁾ afin de promouvoir son intérêt national, notamment en mer de Chine du Sud. Non seulement l'Union européenne doit être en mesure de mieux

⁽³⁰⁶⁾ Cette alliance n'est d'ailleurs pas une réelle alliance militaire sur le modèle occidental, Pékin et Pyongyang n'effectuant pas d'exercices militaires conjoints et leur coordination était limitée. Chung Jae Ho and Choi Myung-hae, "Uncertain allies or uncomfortable neighbors? Making sense of China–North Korea Relations, 1949–2010", *Pacific Review*, July 2013, Vol. 26, Issue 3, pp. 243-264.

⁽³⁰⁷⁾ Sokoloff Georges, *La puissance pauvre - Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, 1993, Fayard, Paris, 937 pages.

⁽³⁰⁸⁾ Zheng Bijian, *The 16th National Congress of the Communist Party of China and China's peaceful rise – a new path*, Center for Strategic and International Studies of the U.S., December 9, 2002.

⁽³⁰⁹⁾ Notamment les récentes tensions sino-européennes concernant les exportations chinoises de panneaux solaires. Godement François, "Europe flunks the solar panel test", *ECFR*, 28 May 2013.

⁽³¹⁰⁾ Bondaz Antoine, Kratz Agatha, "La Chine dans les coulisses de l'Asean", Asia Centre, observatoire Asie du Sud-est pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS), ministère de la Défense, mars 2013.

coordonner la position de ses États membres, mais également apparaître comme plus unie. De son côté, la France doit faire évoluer la relation bilatérale « caractérisée depuis 1997 par un partenariat global »⁽³¹¹⁾ et le hisser au rang de partenariat stratégique. Cette priorité donnée à la Chine ne doit cependant pas empêcher la France à se rapprocher de certains États clés en Asie-Pacifique, notamment les puissances moyennes dynamiques, telles que la Corée du Sud et l'Indonésie.

Si le *Livre blanc* souligne que « les grandes Nations émergentes ne sont pas toutes prêtes à assumer les responsabilités globales qu'impose leur poids démographique et économique grandissant »⁽³¹²⁾, il faut reconnaître qu'en effet, la priorité de la Chine est la région Asie-Pacifique et non la gestion des problèmes globaux. Cela ne l'empêche pas de jouer un rôle grandissant dans des régions clés pour son développement économique, notamment le Moyen-Orient et l'Afrique. La Chine doit donc être intégrée de plus en plus dans le règlement des différends internationaux, et ce même si sa position diverge parfois de la position française⁽³¹³⁾.

La Chine n'est cependant pas une puissance ascendante insatisfaite contrairement à ce que la littérature classique réaliste pourrait laisser croire⁽³¹⁴⁾. La Chine n'est pas une puissance révisionniste et s'insère dans le système international, participant à l'ensemble des organisations multilatérales. Son statut de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, et donc son droit de veto, l'incite au contraire à être une puissance conservatrice et éviter que ses concurrents directs, comme le Japon ou l'Inde, n'obtiennent les mêmes privilèges. Les appels chinois à une réforme de la gouvernance mondiale se cantonnent d'ailleurs à une réforme du système financier (FMI et Banque mondiale) et ne concernent pas les outils de la gouvernance politique mondiale comme le Conseil de sécurité des Nations unies.

⁽³¹¹⁾ LBDSN, p. 58.

⁽³¹²⁾ LBDSN, p. 31.

⁽³¹³⁾ Bondaz Antoine, *R2P et précédent libyen dans la gestion chinoise de la crise syrienne*, section thématique 49 : "Puissances émergentes, institutions globales et gestion de crise", congrès de l'Association française de sciences politiques (AFSP), Paris, juillet 2013.

⁽³¹⁴⁾ Organski A. F. K., Kugler Jacek, *The War Ledger*, Chicago, The University of Chicago Press, 1980, 292 pages et Gilpin Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, 272 pages.

Ne se laisser ni dépasser ni entraîner par la compétition sino-américaine

La relation bilatérale entre Washington et Pékin est devenue la relation bilatérale la plus importante en ce début de XXI^e siècle. Cependant, les deux pays se perçoivent respectivement comme une menace. Le "pivot" américain en Asie-Pacifique n'a fait que renforcer la méfiance de Pékin envers Washington⁽³¹⁵⁾. La France et l'Union européenne doivent à tout prix éviter deux scénarios. Le premier serait de se laisser dépasser par le couple sino-américain, par la création de facto d'un G2, qui signifierait pour la France et l'UE une perte d'influence globale. Le second serait de se laisser enfermer dans la compétition sino-américaine en s'alignant sur l'un des deux États, le scénario le plus probable étant un alignement sur les États-Unis et une implication totale de l'Otan derrière Washington⁽³¹⁶⁾.

Bien que la « stabilité de la zone asiatique et la liberté de navigation [soient] des priorités diplomatiques et économiques »⁽³¹⁷⁾, il faut bel et bien reconnaître que la France et l'UE ne sont pas des acteurs de premier plan sur le plan sécuritaire dans la région. Cette situation n'est pas une faiblesse, mais une opportunité : celle de jouer un rôle d'intermédiaire, de facilitateur et de médiateur au service de nos intérêts. La France et l'UE doivent toutefois éviter de se laisser entraîner dans des conflits régionaux dans lesquels nos capacités d'intervention sont limitées. Paris et Bruxelles doivent donc promouvoir une résolution pacifique de ces différends, notamment territoriaux, et s'il le faut en ayant recours à des juridictions internationales.

Une plus grande implication dans la péninsule coréenne

La péninsule coréenne, notamment à travers le programme nucléaire nord-coréen, demeure un facteur de déstabilisation de l'Asie-Pacifique. Les tensions dans la péninsule ne sont pas un problème régional, mais bel et bien un problème global. Or celui-ci est traité de façon régionale,

⁽³¹⁵⁾ Swaine Michael, "Chinese Leadership and Elite Responses to the U.S. Pacific Pivot", *China Leadership Monitor*, Summer 2012, n° 38.

⁽³¹⁶⁾ Kamp Karl-Heinz, "Nato Needs to Follow the US Pivot to Asia", Carnegie Endowment of International Peace, 27 March 2013.

⁽³¹⁷⁾ LBDSN, p. 58.

que ce soit à travers les "Pourparlers à six" de 2003 à 2009, ou à travers des négociations sino-américaines. Cependant, comme l'a rappelé le président de la République lors de son intervention à l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN), « la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs met en péril l'équilibre de régions entières »⁽³¹⁸⁾, ce qui menace les intérêts français. Le risque d'accepter de facto le statut de puissance nucléaire de la Corée du Nord est grand si l'on se réfère aux précédents israélien, indien et pakistanais⁽³¹⁹⁾ et enverrait un message contre-productif à l'Iran. Il semble cependant de plus en plus improbable d'arriver à une dénucléarisation à moyen terme de la Corée du Nord, l'arme atomique étant considérée dans le cadre du nouveau *leadership* de Kim Jong-un comme "l'héritage révolutionnaire" de son père, Kim Jong-il⁽³²⁰⁾. La Corée du Nord développe par ailleurs la même pensée stratégique que la France, exprimée dans le *Livre blanc* : « la dissuasion nucléaire (française) protège la France contre toute agression d'origine étatique contre ses intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne et qu'elle qu'en soit la forme. Elle écarte toute menace de chantage qui paralyserait sa liberté de décision et d'action »⁽³²¹⁾.

La nucléarisation de la Corée du Nord représente ainsi un échec flagrant de la communauté internationale, laquelle a largement sous-estimé les préoccupations sécuritaires derrière le programme nord-coréen. Comme souligné par le *Livre blanc*, « il sera très difficile de résoudre les crises de prolifération sans résoudre préalablement ou simultanément les problèmes régionaux qui leur ont donné naissance »⁽³²²⁾. Cet échec devrait nous permettre de réfléchir notamment sur l'efficacité des sanctions internationales, qui, bien que pouvant ralentir un tel programme, ne parviennent pas à l'empêcher.

⁽³¹⁸⁾ Intervention du président de la République sur la politique de défense à l'Institut des hautes études de défense nationale, 24 mai 2013.

⁽³¹⁹⁾ Shen Dingli, "Corée du Nord : dix ans de nucléarisation" (Shinian chengjiu heshi guojia, Chaoxian ye jiang ruci), Caijing, 18 février 2013.

⁽³²⁰⁾ Bondaz Antoine et Godement François (to be published), *From dynastic succession to reform: raising the odds for change in North Korea*, Consortium EKI to the European Commission, 2014.

⁽³²¹⁾ LBDSN, p. 69.

⁽³²²⁾ LBDSN, p. 37.

L'incapacité des puissances régionales à adopter une position commune conduit à une impasse diplomatique et à une impossible dénucléarisation de la péninsule. Or, Pyongyang a historiquement misé sur les différends et la compétition entre grandes puissances afin de promouvoir son intérêt national⁽³²³⁾. Les perspectives à moyen terme ne sont donc pas optimistes. Cela pose la question même du multilatéralisme et d'une possible gouvernance globale dont la France doit être l'un des piliers.

La France et l'Union européenne ne peuvent aujourd'hui peser de façon décisive dans l'équation coréenne⁽³²⁴⁾. L'Union européenne, déjà exclue des "Pourparlers à six", semble fragilisée par l'absence de consensus européen – si ce n'est sur le dossier de la prolifération – et marginalisée malgré sa doctrine dite de l'engagement critique⁽³²⁵⁾. Cependant, ne pas être un acteur de premier plan n'est pas forcément un désavantage. Paris et Bruxelles n'ont pas d'intérêts stratégiques directs dans la péninsule et ne représentent pas une menace pour les acteurs régionaux. Ainsi, Paris et Bruxelles ont certainement un rôle de médiation et d'intermédiaire à jouer, permettant favoriser la négociation internationale à travers notamment l'organisation sur le territoire européen, en "terrain neutre", de sessions de discussions incluant la Corée du Nord.

En effet, et en guise de conclusion, si la France a des ambitions globales, elle doit non seulement conserver un « rayonnement global »⁽³²⁶⁾, mais devrait développer une « influence globale » sur des sujets globaux, la situation dans la péninsule coréenne en étant un.

⁽³²³⁾ Pollack Jonathan D., *No Exit: North Korea, Nuclear Weapons and International Security*, The International Institute for Strategic Studies, London, 2011, 247 pages. Sur les limites de la coopération sino-américaine depuis le troisième essai nucléaire, Bondaz Antoine, "A New direction for China's North Korea policy", Carnegie Endowment for International Peace, August 2013.

⁽³²⁴⁾ Bondaz Antoine, "La Corée du Nord prête au changement ?", *Armées d'Aujourd'hui*, n° 374, octobre 2012.

⁽³²⁵⁾ Cette stratégie européenne vise à continuer d'apporter une aide humanitaire au pays tout en restant ferme notamment sur les questions de prolifération et de droits de l'homme.

⁽³²⁶⁾ *LBDSN*, p. 13.

Pour aller plus loin

Godement François, *Que veut la Chine, de Mao au capitalisme*, Odile Jacob, Paris, 2012, 283 pages. Écrit par l'un des rares experts français des questions stratégiques et politiques en Asie-Pacifique, ce livre, Prix de Brienne 2013 du ministère de la Défense, présente les défis internes et externes auxquels la Chine fait face tout en soulignant les limites de l'influence occidentale pour changer la Chine à son image.

Friedberg Aaron, *Contest for Supremacy, China, America, and the Struggle for Mastery in Asia*, W. W. Norton & Company, 2012, 384 pages. Universitaire reconnu de l'université Princeton et ancien directeur de la prospective auprès du vice-président américain de 2003 à 2005, son ouvrage présente une vision d'ensemble des problèmes de sécurité traditionnels ou non en Asie-Pacifique.

Bader Jeffrey A., *Obama and China's rise*, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2012, 171 pages. Cet ancien directeur pour l'Asie du Nord-est au Conseil de la sécurité nationale, auprès du président Obama de 2009 à 2011, offre une approche détaillée du processus de décision américain et de la construction de sa stratégie de pivot en Asie-Pacifique.

Hill Christopher, "The Elusive Vision of a Non-nuclear North Korea", *Washington Quarterly*, Spring 2013, Vol. 36, Issue 2, pp. 7-19. Article faisant écho au troisième essai nucléaire nord-coréen du 12 février 2013 et à la difficulté de dénucléariser la péninsule coréenne.